

La **production laitière** se contracte au mois d'avril de l'ordre de 2 % sur un an et de 3,2 % sur le premier quadrimestre de 2019, malgré une progression du lait biologique. Si les prix en conventionnel ont baissé en mars pour se redresser en avril, les prix du lait biologique baissent sur deux mois.

Les abattages de **bovins** sont en recul en mars, notamment dans les départements alsaciens, avant de se stabiliser en avril. A l'exception des cours du jeune bovin, toutes les autres catégories connaissent soit une stabilité soit une légère revalorisation. Les exportations de brouillards se sont rapidement rétablies sur le premier quadrimestre de 2019 après le bilan déficitaire de 2018.

Le marché des **ovins** a connu son sursaut saisonnier lié aux Fêtes Pascales. Les abattages ont logiquement suivi cette demande. Enfin, la demande, et donc les cours mondiaux du **porc** sont en forte hausse de par l'impact et la propagation de la Peste Porcine Africaine, en Asie notamment. Cependant, les spécificités de l'organisation de la filière en France amènent à rester prudent sur les bénéfices retirés par les éleveurs de cette hausse des prix. Dans le même temps, l'activité des abattoirs régionaux est globalement stable sur ce début de 2019.

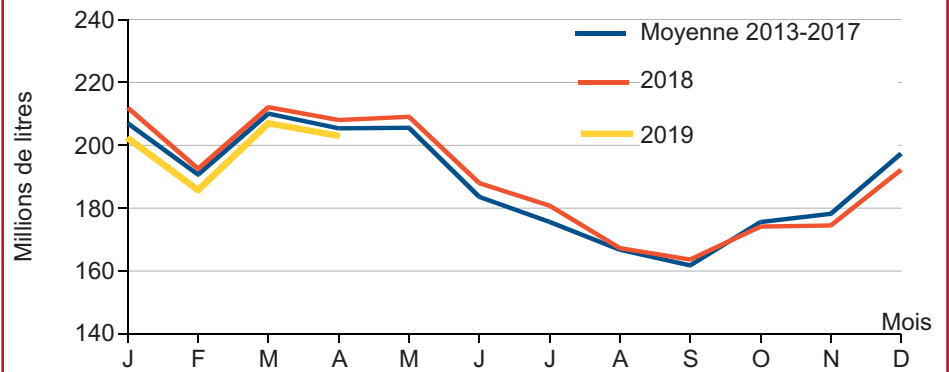
## Lait

Les **livraisons** laitières régionales remontent de 11 % en mars par rapport au mois précédent, tout en restant inférieures à celles du même mois de l'an dernier de 2,4 %, contre - 0,8 % pour l'ensemble de la métropole.

Sur la **campagne** allant d'avril 2018 à mars 2019, les livraisons totales sont en recul par rapport à la campagne précédente de 6,3 millions de litres, soit - 0,3 % (- 1,5 % nationalement). Cette campagne a été marquée par deux périodes différentes : les six premiers mois (d'avril à septembre), les livraisons ont été en hausse de 35,5 millions alors que les six mois suivants (d'octobre à mars), elles ont été en recul de 41,8 millions. La diminution des livraisons concerne le lait conventionnel, en baisse de 1 %, soit un peu plus de 21 millions de litres, tandis que pour la même période, la production biologique s'accroissait de 18 %, soit environ 14,5 millions.

Tout en restant sur une variation de production dans les mêmes fluctuations que les années précédentes, les livraisons d'**avril** demeurent inférieures à celles des années

### Livraisons de lait de vache dans le Grand Est



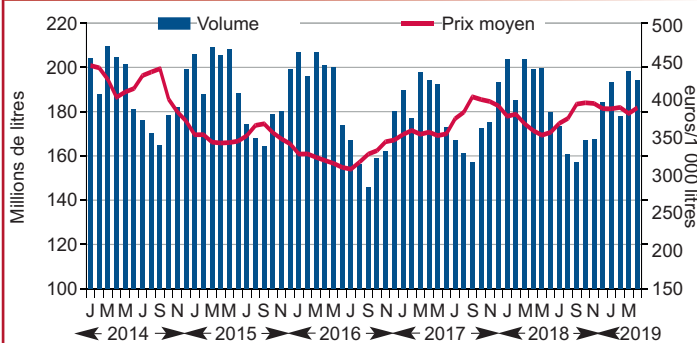
Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP)

précédentes, en baisse comme le mois précédent de 2,4 % par rapport à avril 2018. Sur le **premier quadrimestre** de 2019, le déficit cumulé de production se chiffre à 27 millions de litres, malgré une croissance de 2 millions en biologique.

Le **prix** du lait biologique en **mars** s'est rétracté de 4 euros à 465 euros les mille litres alors que dans le même temps, celui du lait conventionnel baissait de 7 euros à 347 euros. Ce dernier s'est redressé de la même valeur en **avril**, alors qu'en biolo-

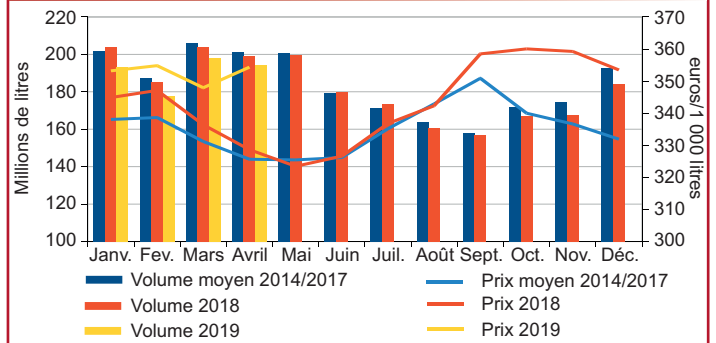
gique, le repli se poursuivait avec - 34 euros. Comme nationalement, la baisse des quantités livrées par les éleveurs conventionnels devrait être compensée par une amélioration sensible de la rémunération, de 13 euros en moyenne de plus sur les quatre premiers mois ramené à l'an dernier, et de 19 euros comparativement à la moyenne des quatre années précédentes, à l'inverse d'une stabilisation en biologique entre 2018 et 2019.

### Volume et prix moyen du lait conventionnel dans le Grand Est depuis janvier 2014

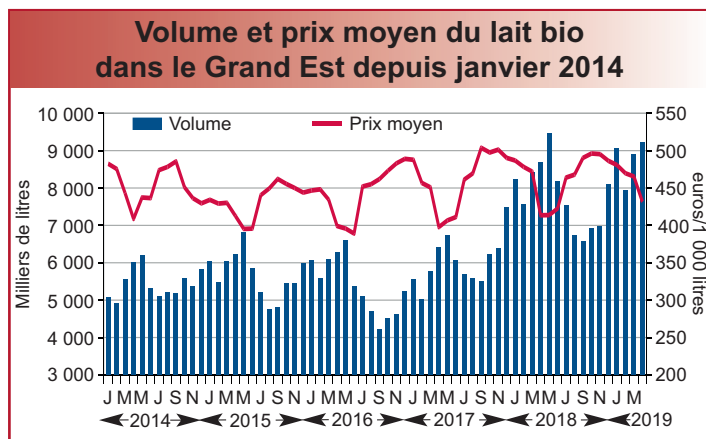


Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2014 à 2019

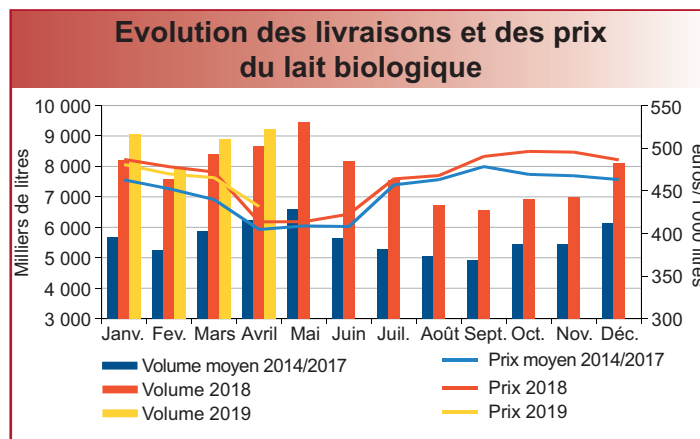
### Evolution des livraisons et des prix du lait conventionnel



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2014 à 2019



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2014 à 2019



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2014 à 2019

## Conjoncture lait

	Départements										Grand Est
	08	10	51	52	54	55	57	67	68	88	
<b>Lait bio</b> (milliers de litres)											
Livraisons janvier à avril 2018	3 106	220	s	1 108	3 780	s	6 245	6 529	2 200	7 418	<b>32 883</b>
Livraisons janvier à avril 2019	3 455	313	s	1 351	3 887	s	6 369	6 627	2 194	8 562	<b>35 088</b>
Evolution 2019/2018 (%)	11,23	42,30	s	21,85	2,85	s	1,99	1,50	- 0,27	15,43	<b>6,71</b>
<b>Lait conventionnel*</b>											
Livraisons janvier à avril 2018	93	25	s	94	88	s	106	71	33	137	<b>792</b>
Livraisons janvier à avril 2019	88	23	s	90	84	s	101	71	32	134	<b>763</b>
Evolution 2019/2018 (%)	- 5,26	- 8,86	s	- 4,13	- 4,24	s	- 4,34	- 0,30	- 4,18	- 2,47	<b>- 3,62</b>
<b>TOTAL*</b>											
Livraisons janvier à avril 2018	96	26	s	95	91	s	112	78	36	144	<b>825</b>
Livraisons janvier à avril 2019	92	23	s	91	88	s	108	78	34	142	<b>798</b>
Evolution 2019/2018 (%)	- 4,73	- 8,42	s	- 3,83	- 3,94	s	- 3,99	- 0,15	- 3,94	- 1,55	<b>- 3,21</b>

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2019

\*volumes de lait en millions de litres

## Bovins

Seul le **cours** du jeune bovin s'est replié en **avril** de 2,2 %, contrairement à celui des vaches de réforme laitière comme allaitante dont les cotations sont restées inchangées, et de la génisse, en hausse de 1 %. Ces valeurs sont restées stables en **mai** pour le jeune bovin et la génisse tandis qu'elles partaient à la hausse pour les deux catégories de réformes de vaches. Depuis le début d'année, les cotations du jeune bovin et de la vache allaitante sont comparables à la même période de l'an dernier alors que dans le même temps, celles de la génisse gagnaient 6 centimes. Seules les réformes de laitières ont été orientées à la baisse, également de 6 centimes.

Les **abattages** de gros bovins en **mars** ont été 10 % inférieurs à mars 2018. Ce repli, initié les deux mois précédents, s'est stabilisé en **avril** avec - 0,6 %. Depuis le début d'année, le recul régional est de 3,4 % et de 2,5 % pour l'ensemble de la métropole. Les trois territoires contribuent à cette diminution d'activité : la Champagne-Ardenne avec 700 animaux de moins (- 4 %), la Lorraine avec 300 animaux de moins arrivés dans les abattoirs (- 0,5 %) et surtout 1 600 unités de moins en Alsace (- 27 %). Cette baisse est aussi particulièrement marquée concernant les réformes d'allaitantes et les bovins mâles de plus de deux ans, tandis que les autres catégories demeurent relativement stables, notamment les vaches laitières, semblant marquer ainsi l'arrêt de la décapitalisation du troupeau laitier. A noter

la baisse nationale de 3,4 % concernant ces dernières.

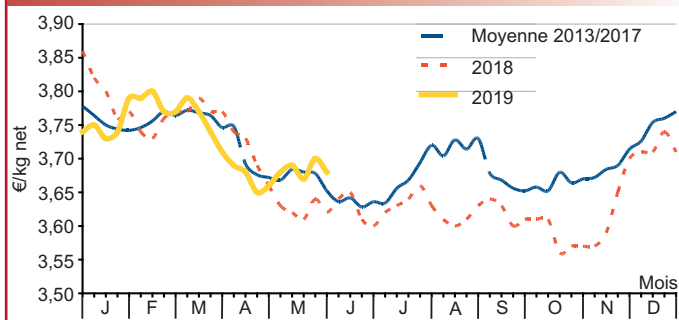
Alors que les chiffres consolidés des **exportations** régionales de broustards de 2018 font état d'un recul de 14,5 % par rapport à 2017, cette courbe s'est stabilisée en janvier avant de remonter les trois mois suivants, selon des hausses mensuelles allant de 20 à 30 %. Sur le **premier quadrimestre**, ce sont donc 1 000 mâles supplémentaires qui ont été exportés, soit quasiment + 30 %, et 400 femelles de plus, soit + 10 %. Au final, cela représente + 18,7 % de plus qu'en 2018 et + 15 % de plus qu'en 2017.

## Activité des abattoirs de la région Grand Est

	Mars 2019		Avril 2019		Cumul 2019		Evolution %	
	Effectifs	Poids abattu	Effectifs	Poids abattu	Effectifs	Poids abattu	Cumul unités 2019/2018	Cumul poids 2019/2018
<b>GROS BOVINS</b>	<b>18 301</b>	<b>6 792</b>	<b>19 196</b>	<b>7 207</b>	<b>75 320</b>	<b>27 875</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 4,0</b>
dont bovins mâles de 12 à 24 mois	6 177	2 584	6 854	2 878	24 533	10 262	- 1,7	- 0,3
bovins mâles de + 24 mois	1 834	688	1 992	756	6 943	2 612	- 8,9	- 8,4
génisses de + 24 mois	2 997	1 067	3 378	1 206	12 679	4 494	- 3,7	- 5,5
vaches allaitantes	2 226	880	2 310	911	9 683	3 820	- 12,9	- 14,8
vaches laitières	4 674	1 457	4 343	1 363	19 996	6 261	0,0	- 1,3
<b>OVINS</b>	<b>6 222</b>	<b>126</b>	<b>11 160</b>	<b>225</b>	<b>27 675</b>	<b>560</b>	<b>2,0</b>	<b>2,6</b>
dont agneaux	6 079	122	10 886	216	27 081	541	1,1	1,2
<b>PORCINS</b>	<b>23 786</b>	<b>2 164</b>	<b>24 370</b>	<b>2 181</b>	<b>93 923</b>	<b>8 540</b>	<b>- 0,6</b>	<b>1,0</b>
dont porcs charcutiers	23 206	2 145	23 408	2 156	91 365	8 467	1,0	1,4

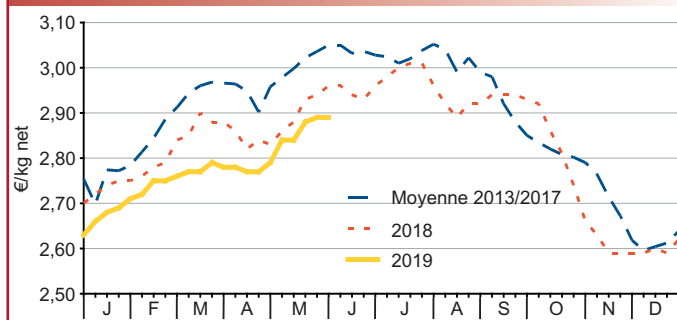
Source : SSP - Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » - BDNI  
Unités : effectifs en nombre de têtes et poids en tonnes équivalent carcasse

## Cours du jeune bovin R



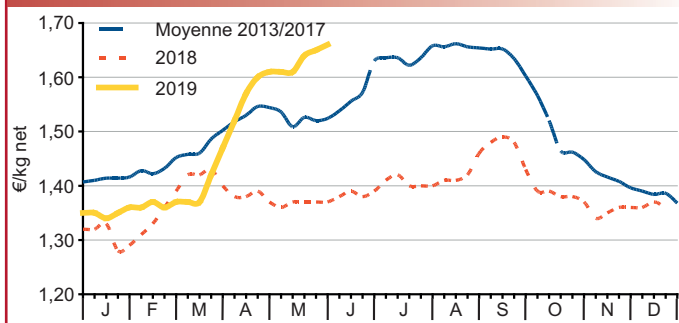
Source : FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

## Cours de la vache P



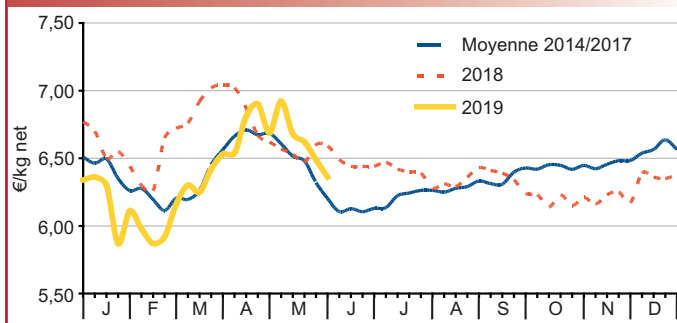
Source : FranceAgriMer

## Cours du porc charcutier



Source : FranceAgriMer (Hauts-de-France, Grand Est, Ile-de-France)

## Cours de l'agneau R - 19 kg à 22 kg - couvert



Source : FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

## Cotations animales de la région Grand Est

€/kg net	Avril 2019	Mai 2019	Moyenne janv. à mai 2019	Moyenne janv. à mai 2018	Evolution % 2019/2018
Jeune bovin R	3,67	3,68	3,73	3,73	- 0,16
Génisse R	3,81	3,82	3,79	3,65	3,72
Vache O	3,30	3,35	3,30	3,24	1,67
Vache P	2,78	2,87	2,77	2,83	- 2,12
Ovins	6,74	6,61	6,38	6,67	- 4,35
Porcins	1,58	1,63	1,47	1,37	7,47

Source : FranceAgriMer, cotations du Bassin Nord-Est pour bovins et ovins, RNM Lille pour porcins

## Ovins

Avec les Fêtes Pascales en avril cette année, les **cours** de l'agneau ont été naturellement haussiers, avec une augmentation de 5,6 % faisant suite à celle de 6,5 % en mars. Par la suite, en mai, les cours ont entamé leur baisse saisonnière pour clôturer ce début d'année en repli comparé à l'an dernier, qui, il convient de le rappeler, avait été une année plutôt favorable en retrouvant ainsi des valeurs identiques à 2016 et supérieures de 18 centimes à 2017.

6 200 ovins ont été **abattus** régionalement en mars, soit près de 40 % de moins que pour le même mois de l'an dernier, contre 30 % nationalement. Ceci a été naturellement compensé en avril, mois des Fêtes Pascales cette année, avec une hausse de 54 % (+ 44 % pour l'ensemble de la métropole). Sur le premier quadrimestre, le cumul est légèrement positif, de l'ordre de 500 agneaux supplémentaires, soit 500 de moins en Champagne-Ardenne et 1 000 de

plus en Alsace. Au niveau national, la croissance se situe à + 1 %.

## Porcins

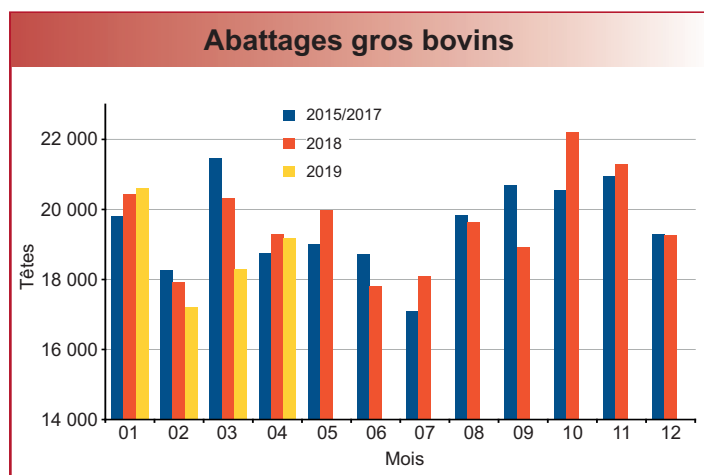
Après quasiment une année de **cours** relativement stables, ceux-ci ont suivi le mouvement européen de remontée initié à partir de la mi-mars, dans le sillage d'une augmentation très importante de la demande asiatique, principalement chinoise. La hausse mensuelle de 3 % en mars a ainsi été suivie d'une augmentation de près de 12 % en avril, soit 14 % supérieur à avril 2018 puis d'une nouvelle augmentation de 3,75 % en mai. Depuis le début de l'année, la hausse s'établit donc à 10 centimes le kilogramme de carcasse et à 20 centimes sur les dix dernières semaines. Les cours ont ainsi été revalorisés de 7,5 % régionalement contre 10,1 % nationalement.

Cette élévation des cours qui profite partiellement aux éleveurs pénalise les transformateurs qui voient le coût de leurs matières

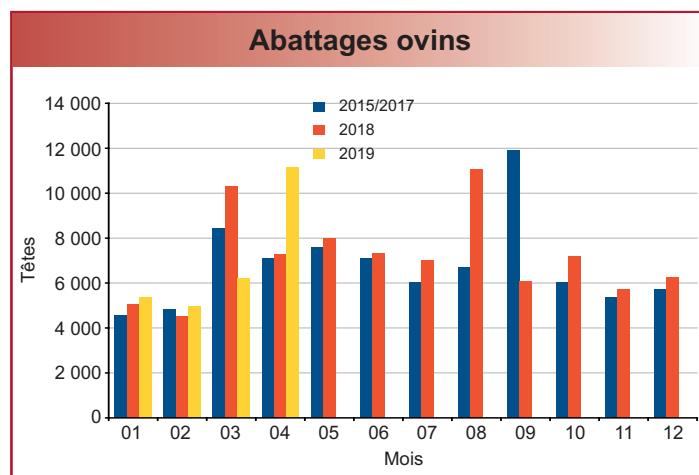
premières augmenter sans pouvoir répercuter la totalité de cette hausse des cours sur les distributeurs, les contrats de commercialisation annuels ayant déjà été négociés.

Le règlement français du Marché du Porc Breton, qui sert de référence nationale, limite à la hausse comme à la baisse, les variations hebdomadaires des cours pour les producteurs. En cas de forte variation, comme actuellement, tout n'est ainsi pas répercuté immédiatement, contrairement aux autres marchés européens. Parallèlement, les coûts de production mesurés par l'**indice IPAMPA**, se sont fortement accrus sur un an, de plus de 8 %. Quant aux **prix** de la viande pour le consommateur final, mesurés par FranceAgriMer en GMS, alors qu'ils restent relativement stables pour les morceaux bruts (côtes et rôtis), ils augmentent très sensiblement pour les produits ayant subis une première transformation, comme le jambon blanc, dont le coût s'est élevé de près d'un euro en trois mois, à 11,31 €/kg, soit + 9,6 %.

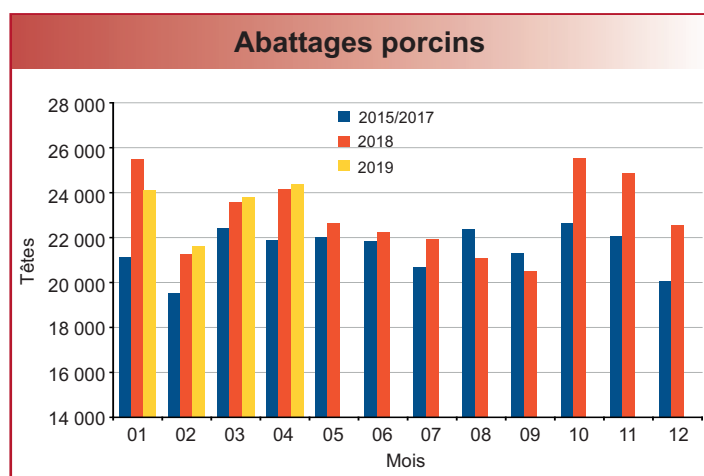
Au niveau européen, la hausse des cours est également généralisée depuis la mi-mars, dans un contexte d'offres stables, de demandes modérées avec une météo peu favorable à la consommation de morceaux à griller, de semaines d'activités de sites d'abattages entrecoupées de jours fériés, mais fortement tirés par des importations chinoises en hausse de 26 % sur le premier trimestre, suite à des abattages liés à la Peste Porcine Africaine (PPA), de plus d'un million de porcs et restant sous la menace



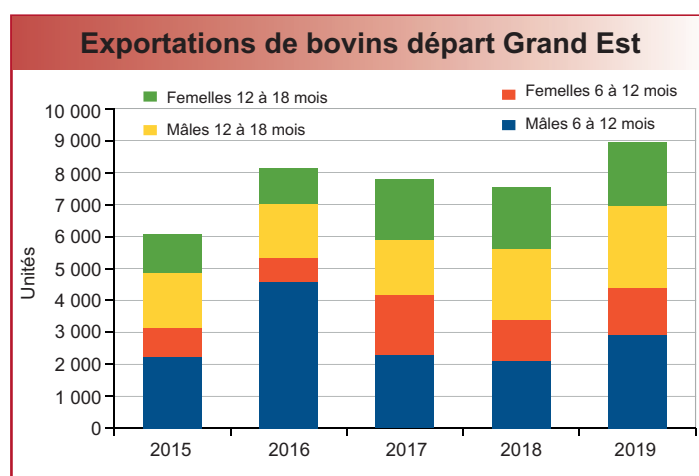
Source : SSP - Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)



Source : SSP - Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)



Source : SSP - Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)



Source : SSP - BDNI

### Exportations de gros bovins de la région Grand Est

	Janvier 2019	Février 2019	Mars 2019	Avril 2019	Total 2019	Total 2018	Variation (%)
Mâles de 6 à 12 mois	586	814	673	852	2 925	2 112	38,49
Mâles de 12 à 18 mois	159	423	399	493	1 474	1 286	14,62
Femelles de 6 à 12 mois	711	551	635	646	2 543	2 200	15,59
Femelles de 12 à 18 mois	428	373	448	748	1 997	1 933	3,31
<b>Total Grand Est</b>	<b>1 884</b>	<b>2 161</b>	<b>2 155</b>	<b>2 739</b>	<b>8 939</b>	<b>7 531</b>	<b>18,70</b>

Source : SSP - BDNI

de la destruction possible de viandes stockées. D'autre part, la PPA touche désormais d'autres pays asiatiques : Hong-Kong, Vietnam, Taïwan, Cambodge, Mongolie, et récemment, la Corée du Nord. A cela vient s'ajouter le conflit commercial sino/états-unien, concernant les taxations aux importations de la viande porcine et du soja entrant dans l'alimentation animale, et ayant conduit les États-Unis à instaurer un fond d'aide pour les agriculteurs touchés par cette rivalité.

Les **abattoirs** régionaux ont traité en unités 1 % de porcs en plus en mars, comparativement à l'an dernier, puis 0,8 % de plus en avril. Depuis janvier, l'activité est ainsi restée stable en têtes dans le Grand Est, après le léger recul de janvier, tandis qu'elle était en hausse de 0,5 % nationalement. La forte augmentation de l'activité des abattoirs alsaciens (+ 6 500 animaux, soit + 10 %) n'a pas compensé la réduction d'abattages des sites lorrains (- 1 400 têtes, soit - 10 %) et surtout champardennais (- 5 700 bêtes, soit

- 30 %). Ce dernier recul provient quasiment exclusivement de l'abattoir de Chaumont qui a, entre autre, été arrêté une semaine en avril après avoir perdu son principal client, « Viande 52 », en janvier. Concernant ce site, la volonté des acteurs locaux est de mettre en place un « Pôle Viande » haut-marnais, valorisant des produits locaux et les circuits courts, en allant jusqu'à la commercialisation de la production. La démarche pourrait être comparable pour le site du transformateur « Elivia » à Eloyes (Vosges).

Sur les quatre premiers mois de 2019, le **pois moyen** des porcs charcutiers est en hausse 420 grammes (+ 300 grammes nationalement), notamment grâce au 1,5 kilo supplémentaire du mois de janvier, avec 92,66 kilogrammes de moyenne en 2019, contre 92,24 kilogrammes l'an dernier.

Publication disponible sur le site internet [www.draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr)

#### Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

Service régional de l'information statistique et économique (Srise)

3 rue du faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

Tel : 03 26 66 20 33 - Fax : 03 26 21 02 57

courriel : [statistique.srise.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr](mailto:statistique.srise.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr)

- Directrice régionale par intérim : Catherine Rogy
- Directeur de publication : Sylvain Skrabo
- Rédacteur en chef : Philippe Wattelier
- Rédacteurs : Rémi Courbou, Philippe Wattelier

- Composition : Draaf Grand Est/Srise, site de Châlons-en-Champagne Monique Lallement
- Dépôt légal : à parution